L’Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d’Amérique latine et des Caraïbes

Les 2 et 3 mai 2014 s’est tenue à Santiago du Chili la IV Conférence spéciale sur la souveraineté alimentaire des mouvements sociaux d’Amérique latine et des Caraïbes, organisée par l’Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d’Amérique latine et des Caraïbes, une importante coalition formée en 2012 et constituée par des mouvements sociaux de peuples indigènes, de paysans, de travailleurs ruraux, de pêcheurs artisanaux, de femmes, d’écologistes et d’ONG.

L’Alliance pour la souveraineté alimentaire des peuples d’Amérique latine et des Caraïbes vise à connecter des secteurs ruraux et urbains afin d’unifier les revendications communes en faveur de la souveraineté alimentaire.

La FAO ayant proclamé l’Année internationale de l’agriculture familiale et son but prioritaire étant l’éradication de la faim et de la pauvreté en Amérique latine et aux Caraïbes, les diverses organisations membres de l’Alliance ont estimé qu’il était important de se réunir pour discuter des principales considérations des mouvements sociaux à ce sujet.

Le premier point considéré par l’Alliance est que le terme agriculture familiale est insuffisant. À l’heure actuelle, le secteur qui produits des aliments à petite échelle et qui contribue à la souveraineté et à la sécurité alimentaires des peuples latino-américains et caribéens est constitué par des hommes et des femmes, des agriculteurs familiaux, des paysans, des indigènes et des pêcheurs artisanaux.

Les mouvements sociaux reconnaissent et apprécient les efforts que fait la FAO pour éliminer la faim et la pauvreté. Néanmoins, il n’est pas possible de résoudre un problème sans en attaquer les causes. Le système de production industrielle et de commercialisation à grande échelle basé sur la monoculture et sur l’utilisation de produits agricoles toxiques et d’engrais synthétiques a été la cause principale de l’accaparement de terres et de bénéfices, qui a expulsé de la campagne des milliers de personnes et exterminé des cultures et la biodiversité, en plus de provoquer la pollution des cours d’eau, des sols et des êtres humains.

C’est pourquoi les mouvements sociaux réaffirment que seule la souveraineté alimentaire permettra d’éliminer la faim et la pauvreté dans la campagne, et que, pour y parvenir, la FAO doit considérer la production artisanale d’aliments bons pour la santé comme une partie importante de la solution de ces deux grands problèmes qui dévastent l’humanité.

À ce sujet, la conférence a déterminé que certains points devaient être considérés comme prioritaires par la FAO pendant la prochaine période : la démarcation des terres indigènes, la réalisation d’une réforme agraire intégrale, l’adoption de politiques publiques favorables à la souveraineté alimentaire (petites industries de traitement, développement de la pêche artisanale, alimentation scolaire, politiques publiques en matière de subsides et d’achat), la garantie des droits des travailleurs ruraux salariés et la fin du travail dans des conditions d’esclavage.

Au-delà du débat qui doit avoir lieu par la voie institutionnelle à partir du dialogue avec la FAO, les membres de l'Alliance ont réaffirmé leur décision de continuer à lutter sans relâche pour la production d'aliments sains, en défendant la terre et les semences indigènes, en préservant la biodiversité, en protégeant l'environnement et en nourrissant l'humanité.

Dayana Mezzonato, Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) du Brésil et de La Vía Campesina.

Voir aussi la déclaration issue de la rencontre (en espagnol), http://www.biodiversidadla.org/Principal/Coberturas_especiales/IV_Conferencia_Especial_para_la_Soberania_Alimentaria